Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Dites bonjour à la coalition ATM (Ankara-Téhéran-Moscou)

Par Pepe Escobar
Mondialisation.ca, 01 septembre 2016
rt.com 25 août 2016

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, dit « le sultan », s'apprêterait donc à effectuer une visite de haut niveau à Téhéran (la date n'a pas encore été fixée), essentiellement pour donner le coup d'envoi à la coalition ATM (Ankara-Téhéran-Moscou) en Syrie.

Quiconque aurait osé prédire une secousse tectonique géopolitique d'une telle ampleur il y a à peine quelques semaines aurait été traité de fou furieux. Mais que s'est-il passé pour que l'impossible se produise ?

C'est qu'un revirement stratégique majeur s'est déjà produit quand la Russie s'est mise à bombarder les djihadistes en Syrie à partir d'un aérodrome en Iran, revirement dont les répercussions ont été magistralement mal interprétées par les suspects habituels dans les médias institutionnels étasuniens.

Le premier ministre de la Turquie, Binali Yildirim, a ensuite déclaré ce qui suit samedi dernier à Istanbul : *« La priorité absolue pour nous, c'est de mettre fin au bain de sang [en Syrie] le plus tôt possible. Tout le reste ne constitue que des "détails" sans importance.* »

La Russie peut-elle faire confiance à la Turquie cette fois-ci ?

Yildirim a ajouté qu'Ankara convient désormais avec Moscou que Bachar al-Assad « *peut* » – c'est le mot important ici – rester au pouvoir pendant la transition politique (quoique ce soit encore très discutable). La volonté d'Ankara de normaliser ses relations avec Moscou a joué une *part importante* dans cette *volte-face politique*.

La *volte-face politique* découle directement du putsch militaire raté en Turquie. Les as de la cyber-surveillance russe – qui assurent une permanence depuis qu'un SU-24 a été abattu en novembre dernier – auraient apparemment informé les services du renseignement turc quelques heures avant le fait. L'OTAN, comme la documentation le démontre, est restée coite.

De toute évidence, le *sultan* Erdogan était extrêmement indigné de constater que le coup d'État n'était pas particulièrement mal vu à Washington. Il sait qu'ils sont nombreux à le détester à l'intérieur du périmètre, où on l'accuse d'être de mauvaise foi dans la lutte contre Daesh et de bombarder les Kurdes faisant partie des Unités de protection du peuple (YPG), alliés du Pentagone en Syrie. La documentation indique qu'Erdogan a le plus souvent ignoré

Daesh, en laissant les brutes du groupe armé traverser la frontière à qui mieux mieux, tout en permettant à des intérêts commerciaux turcs (sinon à sa propre famille) de tirer profit de la vente de pétrole syrien volé par Daesh.

Au lieu d'adopter l'attitude de Washington, Moscou a pour sa part prévenu au bon moment Erdogan que des faits concrets graves se préparaient sur le terrain. Pour Erdogan, cela a pris une tournure toute personnelle, car les putschistes auraient apparemment envoyé un commando chargé de le tuer lorsqu'il était encore à Marmaris.

Faisons maintenant un saut jusqu'à la visite surprise du ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Zarif à Ankara il y a deux semaines. Zarif et son homologue Mevlut Cavusoglu ont discuté d'options sérieuses à envisager par la coalition ATM naissante pour parvenir à une stratégie de sortie viable en Syrie. Une semaine plus tard, Cavusoglu s'est rendu à Téhéran pour poursuivre les discussions avec Zarif pendant cinq heures.

C'est un parcours du combattant, mais il est faisable. Téhéran sait fort bien que des officiers du Corps des gardiens de la révolution islamique, de même que des membres du Hezbollah et des combattants irakiens et afghans ont perdu la vie sur le théâtre de guerre syrien, et que ces morts ne doivent pas être vaines. Ankara sait pour sa part qu'il ne peut se permettre de rester à jamais coincé dans un cul-de-sac idéologique.

Le Rojava, c'est où et pour qui ?

Venons-en maintenant à là où le bât blesse, à savoir l'insoluble question kurde. L'Iran, contrairement à la Turquie, n'est pas aux prises avec des séparatistes kurdes actifs. Mais toute cette série de rencontres en personne et réunions *secrètes* par l'entremise de médiateurs passe nécessairement par un dénominateur commun minimum entre Ankara et Téhéran, qui est le maintien d'une Syrie unifiée et centralisée.

Ce qui donne à penser qu'il n'y aura pas de Rojava, c'est-à-dire de mini-État kurde le long de la frontière turque, qui entre dans le plan de balkanisation à peine voilé de Washington et Tel-Aviv. En fait, ce qui fait dorénavant partie de la politique officielle du Pentagone contient un élément de vengeance de la part de Ash Carter, « *le pleurnicheur* » contre le *sultan* Erdogan, qui doit payer parce qu'il n'en fait pas assez pour écraser Daesh.

Ce qui nous amène à l'offensive turque en cours (somme toute une invasion) à Jarablus. Il s'agit du dernier fort, de la dernière ville qui permet à Daesh d'aller et venir du sud de la Turquie à Raqqa en y faisant transiter ses brutes et ses armes.

Ankara n'aurait jamais permis aux soi-disantes Forces démocratiques syriennes (FDS) de prendre Jarablus. Après tout, les FDS, qui sont entièrement soutenues par le Pentagone, sont dirigées par les Kurdes nationalistes des YPG, qu'Ankara considère comme une simple extension des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Imaginez la terreur à Ankara si les YPG s'emparaient de Jerablus. C'est l'ultime ligne à ne pas franchir pour les Turcs. S'ils réussissaient à combler l'écart entre les deux cantons kurdes le long de la frontière, ils créeraient à toutes fins pratiques au nouveau mini-État kurde du Rojava.

Bien qu'un Rojava indépendant soit pour Ankara absolument hors de question, il y a quand même des déclinaisons. Le Rojava pourrait s'avérer pratique pour y larguer les combattants du PKK turc. Le PKK ne se plaindrait probablement pas ; après tout, il aurait *son* État.

Sauf que personne ne semble se soucier de savoir ce que Damas pense de tout cela.

Puis personne pour le moment n'a la moindre idée des limites géographiques précises d'un Rojava putatif. S'il comprend la ville récemment libérée de Manbij, nous avons là un énorme problème. C'est que Manbij est arabe et non kurde. Les Kurdes semblent une fois de plus se retrouver en plein désarroi, forcés qu'ils sont de choisir s'ils sont alliés de Washington ou de Moscou.

Pour sa part, Moscou est on ne peut plus claire en ce qui concerne Daesh. Son but est d'écraser pour de bon, par tous les moyens nécessaires, tous les militants qui considèrent la Russie comme leur ennemie.

Erdogan a sûrement pris en compte qu'en se rapprochant de la Russie, il devait être plus sérieux dans sa lutte contre Daesh. Le bombardement de dimanche dernier à Ganziatep, qui est très certainement l'œuvre de Daesh, lui fournit une incitation supplémentaire à aller de l'avant.

Le plan directeur d'Erdogan en Syrie revient donc (évidemment!) à un autre miroir aux alouettes. En traversant la frontière jusqu'à Jarablus, Ankara veut créer une enclave sous le contrôle de ce qui reste de l'Armée syrienne libre (ASL). Les Étasuniens ne peuvent s'y opposer, puisque cela se fait à l'encontre de Daesh, bien que ce soit principalement contre la création du Rojava. Les Russes n'en font pas un plat non plus, car Moscou est en faveur de l'unité de la Syrie.

C'est parti pour l'ATM !

L'ancien premier ministre turc Ahmet Davutoglu, celui-là même qui voulait avoir *« zéro problème avec nos voisins »* pour ensuite n'avoir *« rien d'autre que des problèmes avec nos voisins »* n'est plus qu'un souvenir. Yildirim est un pragmatique. L'ouverture à la Russie était donc inévitable.

Ce qui nous mène à la fin (prétendue) de l'obsession de l'équipe Obama à vouloir qu'*Assad dégage*. Il pourrait rester encore un bout de temps. Yildirim a confirmé que cela fait dorénavant partie de la politique officielle turque. Ce qui ne veut pas dire qu'Ankara – et Washington au demeurant – n'aspirent plus à un changement de régime. Ils maintiendront la pression, mais en changeant de tactique.

Dans l'état actuel des choses, la principale réalité sur le terrain, c'est que le *sultan* Erdogan semble en avoir soupé des USA (et de l'OTAN aussi, évidemment) et s'est tourné vers la Russie.

D'où l'envoi du Keystone Cop certifié Joe Biden à Ankara, qui a plaidé *non coupable* pour le putsch militaire (sans succès, car la plupart des Turcs ne croient pas Washington), tout en implorant Erdogan de ne pas poursuivre sa purge massive (il se berçait d'illusions).

Si l'on tient compte du comportement notoirement erratique d'Erdogan, son affection pour la coalition ATM pourrait n'être qu'une gigantesque illusion, ou encore mener à l'ouverture non prévue d'une autre boîte de Pandore. Sauf qu'il y a des signes qui montrent que cette fois, ce pourrait être sérieux.

Cavusoglu a déjà laissé entendre qu'Ankara veut se mettre à jour technologiquement et militairement, ce qui est impossible sous l'égide de l'OTAN. Il s'est exprimé en ces

termes : *« Malheureusement, nous constatons que des pays membres de l'OTAN sont un peu hésitants en ce qui concerne l'échange de technologie et les investissements conjoints. »*

Moscou a toutes les raisons d'agir avec une extrême prudence pour une foule d'aspects liés à la volte-face d'Erdogan. Après tout, les forces armées turques font partie de l'OTAN depuis des décennies. Dans l'état actuel des choses, rien n'indique que Moscou et Ankara ont une vision commune de la Syrie d'après-guerre. Mais en ce qui concerne l'avenir de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), les choses commencent à devenir pas mal intéressantes.

Les USA sont outrés de voir la Turquie se tourner vers l'Est.

La Turquie est déjà un *partenaire de discussion* de l'OCS, tandis que l'Iran pourrait devenir membre à part entière au début de l'an prochain. Moscou considère sûrement Ankara comme un allié précieux dans le monde sunnite, qui dépasse largement son rôle pour se débarrasser des salafo-djihadistes en Syrie. Comme Ankara et Téhéran discutent ferme aussi, cela pourrait contribuer à déboulonner sérieusement cette idée de clivage apocalyptique entre chiites et sunnites, cette stratégie consistant à diviser pour mieux régner que nous ressassent et déploient sans cesse les USA, Israël et la maison des Séouds.

Cette possibilité alléchante de renforcer l'OCS sème carrément la terreur à Washington. La Russie a amorcé son virage vers l'Est, la Turquie fait pareil, l'Iran l'a déjà fait, et la Chine est maintenant prête à participer à la reconstruction de la Syrie d'après-guerre. Cette reconfiguration géopolitique en Asie du Sud-Ouest mène une fois de plus à l'inévitable : l'intégration eurasiatique.

Article original en anglais : Hit the ATM: The Ankara-Tehran-Moscow coalition, RT.com, 25 août 2016.

Traduit par Daniel, édité par Wayan et relu par Catherine pour le Saker francophone

Pepe Escobar *est l'auteur de Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War (Nimble Books, 2007), Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the*

surge (Nimble Books, 2007), Obama does Globalistan (Nimble Books, 2009), Empire of Chaos (Nimble Books) et le petit dernier, 2030, traduit en français.

La source originale de cet article est rt.com
Copyright © Pepe Escobar, rt.com, 2016

Articles Par : Pepe Escobar

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca